

SALAHEDDINE MEZOUAR

Président de la Confédération générale des entreprises du Maroc, ancien ministre des Affaires étrangères, des Finances et de l'Industrie

Gabriel FELBERMAYR

Permettez-moi d'orienter cette discussion vers Salaheddine Mezouar car je suis d'accord avec ce qu'Olivier a dit, les pays comme le Maroc, qui veulent accumuler du capital et qui en ont besoin, devraient trouver cela plus facile dans un environnement de taux d'intérêt bas plutôt que dans un environnement de taux d'intérêt élevés.

Un deuxième point qui se rattache à la présentation du ministre Oqubay est lié au réchauffement climatique. En Europe, nous sommes à la recherche d'une énergie propre, et je constate qu'il y a beaucoup de discussions avec le gouvernement allemand par exemple, qui se tourne en particulier vers le Maroc, et qui voit dans le Maroc une source d'énergie solaire qui pourrait ensuite être exportée vers le continent, soit de l'électricité ou des carburants synthétiques, de l'énergie liquide et ainsi de suite.

La combinaison de taux d'intérêt bas et de cette énorme envie de dé-carbonisation de l'Europe pour une énergie propre ne serait-ce pas une énorme opportunité commerciale ? Monsieur Mezouar, vous en tant qu'homme d'affaires.

Salaheddine MEZOUAR

Une opportunité, c'est certain. Avant d'être un homme d'affaires, je suis un homme politique qui est passé par le public, etc. Permettez-moi de faire une petite rétrospective, car nous sommes à Marrakech. La 22e session de la COP s'est tenue à Marrakech il y a trois ans. Durant cette phase, le monde était plus concentré sur l'accord historique de Paris, et toute la dynamique et l'optimisme qu'il avait entraînés. Le monde était plus préoccupé par les questions de sécurité, le terrorisme... Mais durant la COP, ont eu lieu les élections américaines et Monsieur Trump est arrivé. Sa première annonce a été de dire : « Je me retire de l'accord de Paris ». Ce fut l'effet annonciateur d'une désolidarisation d'un consensus dans lequel le monde avançait avec beaucoup d'espoir. Il est impressionnant de voir ce que l'effet Trump, l'effet du leader qui dirige la première puissance au monde, peut avoir, en trois ans, sur le désordre mondial tel qu'on l'appelle aujourd'hui et sur les déséquilibres tels que nous les observons aujourd'hui.

Concernant la Chine, je dirais que je suis personnellement heureux qu'il y ait une force qui contrebalance tout cela, et qui aide à remettre un peu d'ordre. Nous sommes dans une guerre de position, parce qu'il s'agit de deux puissances qui se testent aujourd'hui, et qui vont devoir se mettre d'accord demain. Le retour à l'équilibre mondial passera nécessairement par la capacité de ces deux géants qui vont... Il faut que les États-Unis s'habituent à cela et que le monde occidental accepte le fait qu'il y a aujourd'hui une autre puissance qui représente un autre monde, et avec laquelle il va falloir nécessairement composer. Par composer j'entends qu'il va y avoir de nouvelles règles qui vont régir le monde de demain. Tout le monde parle de décalage entre le monde tel que nous l'avions conçu après la seconde guerre mondiale et tel qu'il est en train de fonctionner aujourd'hui. Nous avons cherché à faire avancer le G20 comme solution, mais j'aime bien ce que dit Jacques Attali, il appelle cela le « GVain ». Ceci montre que nous sommes dans une période où il y a beaucoup de questions qui se posent : on revient sur les taux d'intérêt ; comment relancer l'économie ; les perspectives et risques de récession ; et l'effet de ce big-bang qui est en train de se produire dans le monde et dans lequel nous devons intégrer effectivement tous les risques et toutes les conséquences, juste pour dire à nos amis occidentaux quelle est la perception de la Chine par les Africains. Pour les Africains, la Chine c'est deux choses. La première, c'est qu'elle a permis aux dirigeants africains de regagner une part de souveraineté dans les décisions de politique d'investissement et de développement. La deuxième chose, pour les populations et pour les dirigeants, c'est synonyme d'impact, d'effet à résultat rapide et immédiat, même si aujourd'hui, dans les débats nous revenons sur le fait que la Chine vient avec ses gros sabots faire des investissements avec des ouvriers chinois, et que les ouvriers africains n'en profitent pas. C'est un autre débat et un autre sujet sur lequel il faudra naturellement revenir.

Qui aurait dit que la plus grande puissance économique européenne connaîtrait la situation qu'elle est en train de connaître aujourd'hui du fait de la récession ? Qui aurait dit que l'Europe allait vivre l'implosion qu'elle est en train de vivre, si elle ne fait pas attention aux risques qui sont clairs aujourd'hui dans le mode de fonctionnement des pays appartenant à l'Union africaine ? Qui aurait dit que le Brexit allait venir et allait produire tous ces déséquilibres que l'Europe est en train de vivre ? Pour nous maghrébins et africains, l'Europe est notre premier partenaire. L'Afrique est naturellement proche de l'Europe, en tout cas l'Afrique subsaharienne. Avec toutes les difficultés et les impacts qui existent, nous observons un partenaire qui manque aujourd'hui totalement de cohérence et qui manque de vision sur ses partenariats stratégiques, sur ce qu'il veut faire et sur ce qu'il veut construire. Il faut dire les choses pour pouvoir véritablement avancer dans les solutions. J'ai beaucoup apprécié la manière avec laquelle vous avez posé le débat à l'ouverture ce matin. Vous avez raison de vous poser la question de ce que deviendra l'Europe, et quelle est sa responsabilité aujourd'hui face à ce big-bang qui est en train de se faire. Mon sentiment est que l'Europe se positionne aujourd'hui comme une puissance moyenne qui accepte de voir deux géants se battre, et qui va naturellement suivre le mouvement dans le camp qui l'intéresse. Ceci a un impact sur nous qui sommes proches, parce que nous sommes méditerranéens. Regardez ce qui se passe aujourd'hui au Maghreb. Qui aurait pensé que cette grande boîte noire qu'est l'Algérie, avec le traumatisme qu'elle avait eu, puisse connaître un mouvement aussi profond et aussi pacifique que celui qu'elle est en train de vivre aujourd'hui ? Qui aurait pensé que, huit ans après la révolution du jasmin en Tunisie, et à l'occasion de ses élections aujourd'hui, il y ait deux candidats antisystème – après huit ans déjà – qui se retrouvent pour le deuxième tour qui va être tranché dimanche ? Qui aurait pensé que ce résultat qui a été obtenu lors des élections législatives en Tunisie allait être celui-là ? Il y a un constat à faire. Certaines forces sont bien présentes et bien implantées. Ceci est valable pour la Tunisie. Ce sera valable demain pour l'Algérie, parce que la seule force organisée, mais qui ne s'exprime pas encore, ce sont les forces et les mouvements à mouvance islamistes, mais qui rentrent dans la rationalité progressive par rapport aux contraintes qu'ils doivent assumer dans la gestion de l'ouverture et la gestion de la réponse à la demande sociale. Ceci est valable également chez nous. Les forces organisées, dans le Maghreb, sont les forces qui continueront à diriger et à orienter les politiques à l'intérieur de cet espace. Je ne parle pas de la Libye. Tout le monde connaît la situation. Mais je suis heureux pour une chose, parce que j'étais un acteur dans l'accord de Skhirat. J'étais ministre des affaires étrangères, et le Maroc avait abrité ce rapprochement, au combien difficile et douloureux. J'ai vu des gens pleurer. Des gens de la même famille qui se trouvaient chacun dans un camp différent, et qui pleuraient grâce à ces retrouvailles. Nous avons beaucoup d'espoir. Cependant, les forces continuaient à fonctionner pour que la Libye ne retrouve pas la stabilité, parce que chacun voit la stabilité à sa manière. Je suis heureux aujourd'hui que la tendance militaire ne soit pas celle qui prend le pas dans la solution ou la résolution du problème de la Libye. Je suis également heureux des évolutions qui ont lieu en Mauritanie.

Tout cela pour dire que le Maghreb est en train de vivre des mutations structurelles porteuses d'espoir. Ce que j'observe en Algérie est porteur d'espoir. Contrairement à ce que beaucoup pensent, l'Algérie ne reviendra pas en arrière. Le pouvoir militaire devra donc accepter de partager le pouvoir. La solution à la problématique algérienne aujourd'hui est d'amener le pouvoir algérien à accepter la solution du partage du pouvoir. Il va devoir composer avec ceux contre lesquels il a mené une guerre interne pendant 10 ans, parce qu'il s'agit d'une des rares forces organisées qui restent encore en Algérie. Toutes les formations politiques historiques sont rejetées structurellement et radicalement par la population qui est dans la rue. D'où la difficulté de la solution politique qui doit être trouvée. Ceci m'amène à dire que les sujets sur lesquels nous débattons aujourd'hui sur les taux d'intérêt, etc. changeront d'ici un an ou deux ans, cela fait partie des phénomènes, mais c'est bien d'analyser... Avec Dominique qui est là, que je salue et avec laquelle vous avez fortement collaboré... Je me rappelle de 2009 et de la crise financière. J'étais à l'époque ministre des finances. Rappelez-vous de la réunion en Tanzanie pour parler de comment aider l'Afrique à ne pas payer les frais. Je tiens donc à vous saluer et à saluer votre courage pour les facilités et le soutien que vous avez apportés à ce continent, parce que nous nous étions tous mis d'accord sur un fait : on peut réduire les dépenses de fonctionnement, mais on ne peut pas réduire les dépenses d'investissement, parce que c'est cela qui va aider l'Afrique de demain. Tout cela pour dire que je suis très optimiste pour le Maghreb, et que la question de l'intégration maghrébine est quelque chose que je commence à entrevoir. C'est le seul espace de résistance à l'intégration. Mais cette résistance est en train de se craqueler progressivement. Le Maghreb a aujourd'hui une responsabilité fondamentale. Vous devez l'aider, vous, Européens et Monde occidental. Vous devez l'aider dans ce processus, parce qu'un Maghreb reconstitué est une force qui va prévenir et aider à la résolution des problèmes dans le Sahel, parce qu'ils viennent avec acuité et force. Il ne faut pas se faire d'illusions. La force de la croissance démographique et les

problèmes africains retomberont sur l'Europe. Vous avez le choix entre aller vers des politiques beaucoup plus volontaristes et agressives avec nous, et nous savons le faire, faites confiance à l'Afrique, elle est capable. Et nous reviendrons sur l'Afrique tout à l'heure. Je voudrais juste dire que je suis très optimiste sur la construction maghrébine. Je commence à entrevoir les solutions au Maroc. Nous travaillerons pour cela et nous militerons pour cela. Maintenant, pour terminer sur votre question : bienvenue à tous les investissements. Le Maroc est outillé pour le développement de l'investissement dans les énergies renouvelables.

Gabriel FELBERMAYR

Je pense que ce que vous venez de dire ici est fantastique parce que vous nous avez montré que la prospérité économique de la région du Maghreb est avant tout une question de stabilité politique et qu'il est crucial de mettre cette question en avant.